

**S'informer**

**Débattre**

**Donner son avis**

**Se défendre**

**Ne pas rester  
isolé-e**

**Agir**

**Se syndiquer  
Au SNUipp !**



27 mai à Toulon

## Tous ensemble, la lutte continue !

Le ministère pensait pouvoir envoyer discrètement ses directives aux Inspecteurs d'Académie : c'est raté ! Les documents en forme de « mode d'emploi » de casse de l'École sont maintenant largement diffusés et du coup, la colère dans les écoles a encore grandi. Le taux de scolarisation dès 2 ans est passé de 35 à 15 % en 10 ans et le mépris des ministres à l'égard de l'École Maternelle ne se dément pas : « on » parle d'elle comme d'un « mode de garde » ! Alors que des études sérieuses à partir des chiffres du Ministère lui-même montrent le lien entre les effectifs par classe et la réussite scolaire, « on » ose déclarer que les augmenter n'aurait pas d'effets négatifs !

Alors que la mobilisation avait contraint le gouvernement à reculer, les RASED sont à nouveau menacés. Formation pendant les vacances, remplacements assurés par des étudiants, intervenants en langue jugés inutiles... autant de mauvais coups contre le service public d'éducation.

La crise, c'est eux, les gouvernants, les actionnaires, les spéculateurs qui en sont responsables.

Leur objectif c'est de la faire payer à ses premières victimes : les salariés, les retraités, les précaires, les jeunes.

En cherchant à supprimer encore des milliers d'emploi et notamment dans les services publics, ils aggravent encore la situation : moins d'emplois, blocage voire réduction des salaires et du pouvoir d'achat, c'est moins de cotisations sociales pour la sécu ou les retraites !

C'est ce que tous ensemble nous avons à plusieurs reprises exprimé par la grève et les manifestations et ce, encore le 27 mai dernier.

Ils ne veulent pas comprendre, ils ne veulent pas entendre la colère qui monte dans le pays.

Alors, crions plus fort et soyons encore plus nombreux en grève et en manifestation notamment le 24 juin prochain, malgré la proximité des vacances, les sorties, kermesses et autre fin d'année toujours chargée.

La mobilisation pèsera lourd dans les décisions à venir.

Face à toutes ces provocations, à nous de relever le défi.

Tous Ensemble !

## Sommaire

Page 1 Édito

Page 2 Grève du 24 juin.

Page 3 Consignes grève.

Page 4 RESF, Gaza, formation.

Page 5 Rased.

Page 6 CAPD 26 mai.

Page 8 Rythmes, GTD, retraités.

Directeur de la publication  
André TOUVIER

Mensuel : n° 214

Prix au numéro : 0,76 E

N° de commission paritaire :

0 510 S 07337

Imprimé par Manograph La Seyne

Section départementale du SNUipp  
Immeuble Le Rond Point  
Av. Pierre et Marie Curie  
83160 LA VALETTE

Tél: 04.94.20.87.33 Fax: 04.94.20.87.34

E-mail : [snu83@snuipp.fr](mailto:snu83@snuipp.fr)

Site : <http://83.snuipp.fr>

André TOUVIER,  
membre du bureau  
départemental  
du SNUipp-FSU



# 27 mai : 12000 à Toulon !

**Auxquels ils convient de rajouter un millier de manifestants à Draguignan. Suite le 24 juin, tous ensemble !**



Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le lundi 31 mai pour faire l'analyse de la journée de mobilisation du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites et pour envisager les suites. Elles portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;

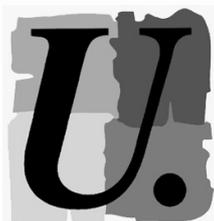
- la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;
- la question des nouvelles ressources reste pleine et entière ;
- la situation de l'emploi se dégrade, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.
- Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable.

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !

Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 18 juin. L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affinera ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.

Elles décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin 2010.



**TOUS EN GREVE LE JEUDI 24 JUIN**  
**Retraites, emplois, salaires**

# Lettre aux parents

Madame, Monsieur,

Alors que le gouvernement cherche à profiter de la situation de crise économique et sociale pour annoncer la réduction des dépenses publiques et faire croire qu'il n'y a pas d'autres solutions que de travailler plus longtemps pour toucher nos retraites, nous sommes mobilisés pour imposer d'autres solutions.

La Fonction publique joue un rôle majeur aujourd'hui dans notre société. Elle contribue à davantage de solidarités, de justice sociale et d'égalité. L'investissement public est non seulement aujourd'hui souhaitable mais il est aussi possible pour peu que nous cherchions à partager différemment les richesses produites. Par ailleurs, l'Ecole publique mérite qu'on la soutienne alors que le gouvernement entend augmenter le nombre d'élèves par classe et faire disparaître les réseaux d'aide pour les élèves les plus en difficultés, par exemple.

La grève du jeudi 24 juin permettra de faire entendre notre mécontentement.

L'enseignant-e de votre enfant.



**Grève  
du 24 juin  
mode  
d'emploi**



**Parents**



**SNUipp**



**I.E.N.**

## Consignes de grève

### Vendredi 18 juin au plus tard

*(pour éviter l'opposition de certains IEN jouant sur les délais et les modalités de communication)*

- Renvoyer à l'Administration le modèle de déclaration ci contre. Cette déclaration servira à informer les communes du nombre de grévistes.

### Lundi 21 juin

- Distribuer aux familles la lettre aux parents.

### Lundi 21, mardi 22 ou mercredi 23 (au plus tard)

- Téléphonnez le nombre de grévistes au délégué de votre secteur ou au siège du SNUipp (04.94.20.87.33) ou faxez (04.94.20.87.34) ou envoyez un mail (snu83@snuipp.fr)

### Jeudi 24 juin

- **Participez aux manifestations (en cours d'élaboration avec les autres syndicats appelant aussi à la grève ce jour là).**

### Jeudi 24 juin et les jours suivants

- Ne répondez à aucune enquête ou sondage (administration, gendarmerie ou police) ni oralement, ni par écrit, ni par téléphone : indiquez qu'il s'agit d'une consigne syndicale.
- Les directeurs et directrices notamment, n'ont à accomplir aucune tâche administrative particulière à ce sujet.
- **VOUS N'AVEZ PAS A RENVOYER LA CONFIRMATION DE PARTICIPATION A LA GREVE !** Ce document purement départemental n'est pas conforme aux textes nationaux en vigueur. Il s'apparente à de la chasse aux grévistes !

**En cas de problème, n'hésitez pas à contacter le SNUipp**

## **Proposition de Déclaration à utiliser**

La loi n°2008-790 du 20/08/08 impose "à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48 h avant la grève son intention d'y participer".

**Téléchargez le texte sur <http://83.snuipp.fr>**

Nom.....Prénom.....  
Affectation.....

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Alors que le gouvernement cherche à profiter de la situation de crise économique et sociale pour annoncer la réduction des dépenses publiques et faire croire sur les retraites qu'il n'y a pas d'autres solutions que de travailler plus longtemps, nous sommes mobilisés pour imposer d'autres solutions.

La loi n°2008-790 du 20/08/08 impose «à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48h avant la grève son intention d'y participer».

En conséquence, je vous informe que j'ai l'intention d'être en grève le 24 juin 2010.

Conformément à la loi, je vous rappelle que cette lettre «est couverte par le secret professionnel et ne peut être utilisée que pour l'organisation du service d'accueil» (article L133-5).

Le.....Signature

# FORMATION

## Ce qu'il en restera à la rentrée prochaine...

Dés septembre 2010, les 90 lauréats du concours feront leur rentrée directement en classe en tant que Professeur des Ecoles Stagiaires (PES). Fini le temps de la « PE2 », année de formation rémunérée où le jeune recruté apprenait à faire classe, en alternant formation théorique et mise en pratique lors des stages, où il avait la possibilité de croiser quantités de professeurs, et donc de pratiques, qui lui permettaient d'entrée dans le métier en y étant préparé. Désormais, les stagiaires ne pourront compter que sur eux-mêmes et devront « deviner » dès septembre prochain comment se prépare une rentrée, ensuite, ils bénéficieront seulement du tutorat d'un IPEMF à mi-temps jusqu'aux vacances d'automne et la formation en IUFM sera réduite à peu de chagrin : 3 fois une semaine dans l'année. Le

SNUipp dénonce ces conditions d'exercice plus que défavorables et les incidences que ce dispositif aura sur les élèves et l'école.

Parce que nous sommes persuadés qu'« Enseigner est un métier qui s'apprend », nous nous sommes dès le début opposé à cette nouvelle organisation de l'année de stagiaire. L'équipe varoise du SNUipp a demandé, à minima, une harmonisation académique car l'IA des AM a retenu un projet plus formateur (stagiaire en surnombre à la rentrée pour être à temps complet dans la classe de l'IPEMF et se former, puis prise de poste différée, après les vacances d'automne). Devant l'absence d'écoute, le SNUipp a pris ses responsabilités en demandant une audience au Ministère de l'Éducation Nationale.

## Le SNUipp confirme sa première place à l'IUFM

Lors du scrutin du 26 mai dernier, la FSU obtient plus de 68% des suffrages dans l'académie soit **3 sièges sur 5** au Conseil d'école de l'IUFM, instance qui a pour rôle de définir la politique de l'IUFM : son programme pédagogique et son programme de recherche. Le SNUipp et la FSU remercient les électeurs pour leur confiance.

## Pour la paix à Gaza

De nombreuses manifestations ont eu lieu suite à l'attaque israélienne contre la flottille de solidarité, afin de condamner ce véritable acte de piraterie et de faire grandir encore l'exigence d'en finir avec le blocus de GAZA. A Toulon, les organisations signataires (\*) ont appelé à se rassembler devant la faculté de droit pour exiger la levée immédiate du blocus de Gaza, réclamer la fin de l'impunité de l'Etat d'Israël, demander aux dirigeants Français et Européens de décider de sanctions politiques et économiques à l'égard d'Israël.

(\*) VPJM, la FSU, l'UD CGT, Sud-éducation, le PCF, Parti de Gauche, le NPA, le Parti Occitan, Entre aide interculturelle femmes du monde, ATTAC, l'ANACR-Var (association nationale des anciens combattants de la résistance), Emancipation 83, la LDH, l'ATF, le mouvement de la paix, Association culturelle des algériens du Var.



## Réseau Education Sans Frontières

### Aucune possibilité de scolariser les enfants des familles Roms dans le Var car la préfecture exige des associations qui les hébergent le déplacement régulier d'un lieu à l'autre...

Depuis le 1<sup>er</sup> avril, et après 3 mois de précarité, sauvés par la préfecture, les enfants des familles Roms vivent dans une grande précarité, sauvés par la préfecture. Lieux d'hébergement : bâtiment de la Marine. Moyens pour un accueil décent des demandeurs d'asile. L'ONU dénonce : le non-respect par la France du sort des étrangers et des

Sur ce thème et à l'initiative de RESF, les spectateurs étaient invités à débattre sur les persécutés, déplacés, rejetés, nous donnons

Le 29 mai des militants de RESF ont rejoint le sommet France Afrique.

### Agir, oui, mais comment ?

Soutenir, venir aux réunions, s'informer...

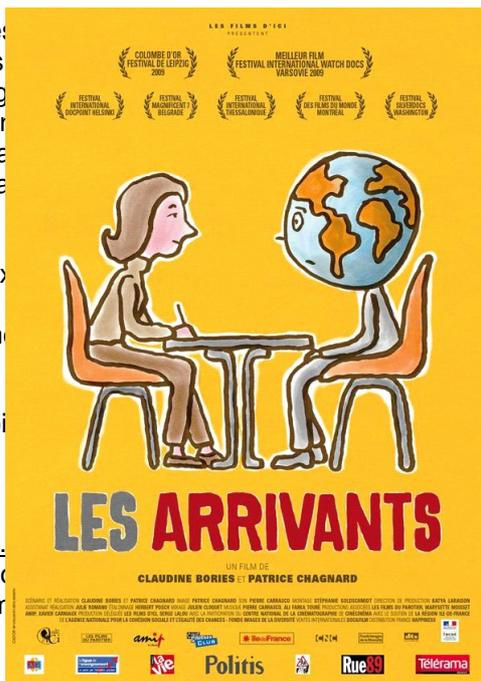
A Toulon nous tenons une réunion par mois. Prenons des décisions sur les actions à mener et de quelle façon.

Une adresse : [resf83@hotmail.fr](mailto:resf83@hotmail.fr)

Un numéro : 06 10 73 82 68

S'informer, signer des pétitions : [www.educationsansfrontieres.org](http://www.educationsansfrontieres.org)

Participer aux cercles de silence pour protester contre le sort fait aux sans papiers : le prochain se tient à Toulon la Liberté samedi 26 juin de 11 h 30 à midi.



de demandeurs d'asile Roms de Bosnie. Aucune possibilité de scolariser les enfants. Le déplacement régulier d'un lieu à l'autre ! L'Etat persiste à ne pas donner de réponse. Le Comité des droits de l'Homme de l'ONU dénonce le sort des étrangers et des

au cinéma Le Royal à Toulon. Les demandeurs de terre d'asile ?». La situation des Roms, nous donnons cette première.

arrivera à Nice le 30 pour un contre

des informations sur les situations et la situation cernée qui décide si elle veut être aidée



# RASED

## Le SNUipp et la CGT éduc'action reçus par l'IA le 2 juin 2010

À la suite d'une assemblée générale des personnels du RASED réunie à Brignoles fin mars, une demande d'audience auprès de l'IA a été déposée par le SNUipp-FSU et la CGT- Educ'Action qui avaient participé à cette AG. Après des semaines d'attente et une fois le Mouvement passé, l'IA a enfin fixé une date d'entrevue. Une délégation des deux organisations syndicales s'est donc rendue dans les locaux de l'Inspection pour être reçue par l'IA, l'ENEA et l'EN-ASH, le 2 juin dernier. L'IA a répondu que le retard de l'audience était dû à un oubli et non à une volonté de ne pas débattre.

Après avoir fait part de son regret concernant la date de l'audience, la délégation a relayé les interrogations sur l'avenir des RASED et les inquiétudes générées par la possible sédentarisation au vu du schéma d'emploi 2011-2013 diffusé largement dans la presse. La possibilité d'extinction des psychologues scolaires et des maîtres G évoquée dans ce document est très inquiétante. La délégation a donc demandé à l'IA des éclaircissements sur le contexte de la rentrée 2011 et sur ses intentions. La délégation a fait état des fortes inquiétudes quant aux postes RASED, aux déplacements et à leurs frais peu remboursés, au manque d'information des personnels et des problèmes rencontrés dans les opérations du Mouvement ainsi que lors des mesures de fermeture de postes pour redéploiement. Nous avons insisté sur le fait qu'une solution doit être trouvée pour les personnels touchés de fermeture de postes et qui se sont trouvés sans postes à la suite du 1<sup>er</sup> mouvement.

L'IA dit percevoir les incertitudes et les inquiétudes. Selon lui, le nombre de RASED est maintenu dans le Var alors que la création de la nouvelle circonscription et la volonté de doter chaque circonscription d'un RASED ont impliqué un redéploiement à moyens constants. L'IA a réaffirmé le rôle du RASED, qui « participe pleinement au fonctionnement de l'école ». Il a souhaité distinguer ce qui relève de la carte scolaire (ré-implantation) de ce qui relève du mouvement des personnels. D'après lui, le Var est auto-suffisant en RASED mais il existe un écart entre le nombre de postes existants et celui des personnels formés qui travaillent hors RASED.

La délégation a rappelé qu'un constat similaire avait été fait pour les postes de psychologues scolaires il y a quelques années et, en envoyant des collègues en formation, le problème a été résolu en 2 ans. Elle a dénoncé un redéploiement à



moyens constants et a pointé les conditions de travail comme facteurs de désertion des postes par les personnels formés (frais non remboursés, multiplication des documents administratifs, secteurs trop étendus à couvrir pour certains -e-s, etc). En ce qui concerne les frais de déplacement, l'IA a répondu que l'enveloppe budgétaire varoise pour les personnels du RASED ne sera pas augmentée mais qu'elle sera remise à plat suite aux changements dus au redéploiement. La délégation a pointé l'impossibilité de transmettre à l'IA le montant total des frais non-remboursés avec l'utilisation du logiciel DT-Ulysse. L'IA a répondu qu'il invitait les personnels à l'informer des dépassements afin d'évaluer la situation.

Une action de « véhicules au garage » pour les personnels non remboursés de leurs frais de déplacements sera étudiée collectivement pour la prochaine rentrée. Il faudra exiger la transparence et la clarté des critères pour la remise à plat de l'enveloppe budgétaire.

L'IA a dit comprendre les difficultés liées au manque d'information sur les secteurs d'intervention : l'implantation du poste ne définit pas l'aire géographique d'intervention. Les IEN ne disposent pas forcément de ces informations : certains ont identifié des aires de travail, d'autres non, soit parce qu'ils arrivent dans le département, soit parce qu'ils changent de circonscription. La délégation a demandé que les définitions des aires d'intervention soient faites le plus tôt possible et qu'il était nécessaire que les collègues puissent avoir du temps pour se rendre dans leur nouvelle circonscription ou leur nouveau secteur

d'intervention avant la fermeture des écoles (réunion RASED fin juin). Demande recevable pour l'IA qui s'est dit surpris que des IEN mettent un frein à ce genre de pratiques.

Concernant la formation ASH, la délégation a réaffirmé le besoin de départs en formation spécialisée et a interrogé l'IA sur l'absence de formation à l'IUFM de La Seyne. L'IA a répondu que ce choix n'était pas de sa compétence mais de celle de l'université.

Au sujet de la sédentarisation, la délégation a dénoncé les options présentées dans le schéma d'emploi 2011-2013 annonçant la suppression des RASED et a questionné l'IA sur sa façon d'estimer le « nombre minimal de postes » cité dans ce document mais aussi de déterminer les « éléments facilitateurs ».

L'IA a précisé que cet exercice gestionnaire s'étalait sur les rentrées 2010 à 2012. Il fait l'objet d'un travail académique en cours. La remontée vers le MEN se fera entre le 7 et le 12 juin. Aucune réponse pour l'instant. Il y a là un fossé entre les propos de l'IA sur la nécessité du Rased et le projet du gouvernement.

Par la suite, la délégation a abordé la question du droit d'exercer à temps partiel pour les personnels RASED. L'IA a reconnu que cette question méritait d'être travaillée en groupe de travail paritaire. À la suite de cette audience, il convient d'examiner les modalités de la riposte. Après les 40 000 emplois supprimés en trois ans dans l'Éducation Nationale, le ministère s'interroge sur la « faisabilité » de supprimer encore 15 à 18 000 postes supplémentaires à la rentrée 2011.

La suppression des moyens octroyés à l'Éducation aggravera les problèmes évoqués par le ministre en matière de lutte contre le décrochage scolaire, l'absentéisme et la violence à l'école. La rentrée se prépare dès aujourd'hui. La grève du 24 juin sur les retraites, les salaires mais aussi l'emploi offre un cadre d'action immédiat. Cela impose de construire, collectivement, un rapport de force dès cette date avec la rentrée en perspective.



# CAPD du 26 mai 2010

## Mouvement, congés formation, hors classe et questions diverses.

Après lecture de la déclaration liminaire du SNUipp, la CAPD a examiné les points suivants :

### MOUVEMENT PRINCIPAL 2010

- 1598 participants cette année (1694 l'an dernier).
- 39,49 % de collègues ont obtenu satisfaction soit 631 personnes contre 43% l'année dernière.
- 549 collègues sont maintenus sur leurs postes soit 34% (561 an dernier).
- 418 collègues sont sans poste.
- 4 collègues intégrés dans le Var ont demandé l'annulation de leur permutation.
- Il reste 109 postes à pourvoir (un appel à candidature sera publié).
- Plus de 150 collègues pourraient se retrouver sans poste à la rentrée de septembre (en surnombre) selon les premières projections.

Le SNUipp est intervenu sur les dossiers transmis par les collègues au syndicat et n'ayant pas fait l'objet d'un accord en groupe de travail (correction de barèmes, choix de priorité, confusion sur certains intitulés de postes, etc).

Prochaine étape : groupe de travail le 15 juin consacré à l'appel à candidature sur les postes restés vacants.

### AVANCEMENT HORS CLASSE DES P.E.

- 63 promotions à la HC.
- 18 collègues concernés par cette promotion partent en retraite et en perdent donc le bénéfice (possibilité d'annuler son départ à la retraite jusqu'au 7 juin).

Le SNUipp a exprimé son point de vue sur la hors classe dans la déclaration liminaire. Le syndicat a, une nouvelle fois, dénoncé le calendrier qui poussent les collègues à choisir entre le départ en retraite ou le bénéfice de la hors classe alors que leur poste a été attribué au Mouvement.

### POSTES ADAPTES

La CAPD a entériné les travaux des deux groupes de travail paritaires chargés d'étudier les 10 demandes recensées (adaptation du poste de travail de ces collègues au regard de leur situation médicale). Le SNUipp a pointé l'insuffisance des moyens consacrés à cette question face à l'accroissement des demandes.

### CONGES DE FORMATION

- 11 moyens sont attribués pour les départs en congés de formation 2010/2011.
- 102 demandes sont enregistrées et classées par tranche d'âge afin de permettre à des collègues de tout âge de bénéficier de ce congé.

⇒ 2 départs sur tranche 3 à 10 ans d'ancienneté

⇒ 5 départs sur tranche 10 à 20 ans d'ancienneté

⇒ 4 départs sur tranche + 20 ans d'ancienneté :

Le SNUipp a fortement dénoncé le manquement aux textes alors que l'IA entendait ne pas respecter le barème afin de déterminer les candidatures retenues. Le SNUipp a été entendu.

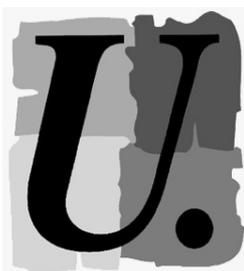
### QUESTIONS DIVERSES

#### Critères sélection des TMBFC sur remplacement des lauréats CRPE 2010

89 lauréats sont attendus (auxquels il conviendra d'ajouter quelques redoublants). Au moins 45 remplaçants seront mobilisés ainsi que 50 classes réservées au 1er mouvement et 40 autres classes libérées par des congés divers.

L'IEP coordonnera une équipe (2 IPEMF + 1 Prof IUFM + 1 conseiller pédagogique) qui aura la charge de 4 stagiaires. 17 jours en stage de formation à l'IUFM ou l'université sont prévus, 9h de rencontre avec les IPEMF en dehors du temps élèves Les remplaçants seront désignés selon l'implantation géographique de leur poste (intérêt budgétaire pour ne pas verser de frais de déplacement). La liste des personnels concernés (remplaçant, maître d'accueil temporaire chargé de compléter les équipes en manque d'IPEMF) sera connue le 31 mai.

Le SNUipp s'est déjà exprimé sur cette contre réforme et a interpellé le ministère sur les choix de l'IA du Var qui ne respecte pas les textes. Le syndicat a par ailleurs insisté sur la nécessité d'informer les directeurs d'école et les équipes concernés par l'arrivée d'un stagiaire à la rentrée prochaine. Le SNUipp a demandé que des modules de formation soient mis en place afin d'accompagner les MAT dans cette mission : il en va de l'équité en direction des stagiaires qui seront accompagnés soit par IPEMF soit par un MAT. *L'IA a reconnu que ce dispositif n'était pas satisfaisant.*



**BOURRELY**  
Sylvie  
Adj. Mat Grand  
Chêne ROCBARON



**TRIGO**  
Emmanuel  
Adj. Élémentaire  
Carnot TOULON



**TOUVIER**  
Raphaële  
Adj. Maternelle Zay  
LA SEYNE



**MAUREL**  
Paul  
Dir. Segpa Bosco  
LA VALETTE



**FAVENNEC**  
Maude  
Adj. Élém.  
Eucalyptus FREJUS



**TURCO**  
Cédric  
Adj. Élém. Giono  
LA SEYNE

## Traitement des accidents du travail

Le service des accidents de travail est transféré au rectorat. Si la commission de réforme est maintenue dans le Var, le traitement des dossiers s'effectuera désormais à Nice. Le SNUipp a dénoncé une gestion éloignée des personnels et de plus en plus déshumanisée.

## Conséquences création d'un Master ASH

Le SNUipp a livré ses inquiétudes concernant la création dans le Var d'un master ASH et les possibles conséquences sur les formations CAPA-SH. L'IA n'a aucune information sur ce dossier.

## Prime évaluation CE1 CM2 pour 2009/2010

Questionné par le SNUipp, l'IA a annoncé que le dispositif de l'an dernier était reconduit.

## Montant précis de l'ISSR sur bulletin salaire

A la demande du SNUipp de faire apparaître le montant de l'ISSR sur les fiches de salaire, l'IA a répondu que cela était techniquement impossible. Le SNUipp a souligné que cela était possible concernant les jours de grève et que par ailleurs, d'autres départements mentionnaient les détails de l'ISSR sur les fiches de salaire. L'IA se tournera vers la trésorerie afin d'étudier la faisabilité.

## Confidentialité bulletin de salaire

Sollicité au sujet de l'anonymat de ces documents personnels et envoyés dans les écoles sous plis collectifs, l'IA a répondu qu'il n'avait pas les moyens de mettre sous plis individuel les fiches de salaire. Il examinera cependant la faisabilité d'un envoi confidentiel.

## Désistement en formation CAPASH

Questionné par le SNUipp, l'IA annonce que deux postes sont libérés. Cependant, la formation G (rééducateur) s'effectuant à Lyon et non à Aix, le coût se trouve plus élevé et les moyens récupérés seront consacrés à cette formation.

## Devenir de l'école Lagoubran Toulon

Alors que les échanges dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée avaient conclu au statut quo sur le devenir de cette école située en zone sensible selon le ministère de la Défense, les parents font part d'inquiétudes concernant une fermeture dès cette année. L'IA a maintenu le statu quo.



**MARTINEZ**  
Monique  
TM mater Font  
Pré TOULON



**GIRAUD**  
David  
Enseignant  
réfèrent LE MUY



**HELLO**  
Isabelle  
SAPAD  
VAR ASH



**LENORMAND**  
Céline  
Dir. Élémentaire  
Mistral TOULON



**GIUSIANO**  
Julien  
TM élémentaire  
BESSE/ISSOLE



**GALLETTI**  
Pierre  
Adj. SEGPA  
D'Arbud BARJOLS

## Ouverture compromise école St Louis Toulon

Le SNUipp a rappelé que lors des échanges concernant la préparation de la prochaine rentrée, il avait pointé les difficultés que représentaient l'implantation d'une sixième classe dans cette école construite pour 5 classes et avec une cour dans les étages du bâtiment (le SNUipp proposait alors de ne pas fermer dans l'école voisine des Remparts afin de compenser). La mairie de Toulon semble ne pas vouloir effectuer les travaux nécessaires à l'implantation de cette sixième classe. La situation sera examinée en juin à l'occasion du groupe de travail demandé et obtenu par le SNUipp consacré à un bilan des inscriptions dans les écoles.

## Communication CAPD baisse de note

Il a été rappelé à l'IA que la CAPD devait être informée de chaque baisse de note, ce qui n'était plus systématique dans le Var. L'IA appliquera le texte en vigueur.

## Diffusion mails dans les écoles

Afin de limiter les échanges de mails dans les boîtes à lettres électroniques des écoles (quand une école répond, toutes les écoles du Var reçoivent copie du mail), il a été demandé à l'IA de modifier les modalités d'envois des mails. Le service informatique sera interrogé sur la faisabilité.

## Confidentialité du mouvement

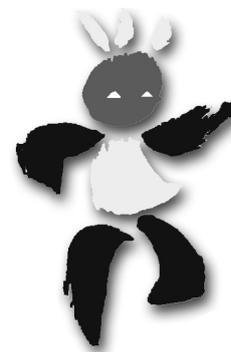
Questionné sur la diffusion des documents confidentiels préparatoires au Mouvement dans une circonscription varoise, l'IA n'a pu que regretter la maladresse.

## Création UPI sur secteur Toulon Ouest

Le SNUipp a dénoncé le manque de places pour les élèves en UPI et les problèmes récurrents concernant l'implantation du poste. L'IA a pointé le manque de locaux disponibles ce qui, pour le SNUipp, ne reste qu'un prétexte pour ne pas implanter cette structure.

## Remplacement en SEGPA

Le SNUipp a souligné que les remplacements en SEGPA étaient les parents pauvres du remplacement. L'IA a mentionné les consignes rectores concernant le recours à des



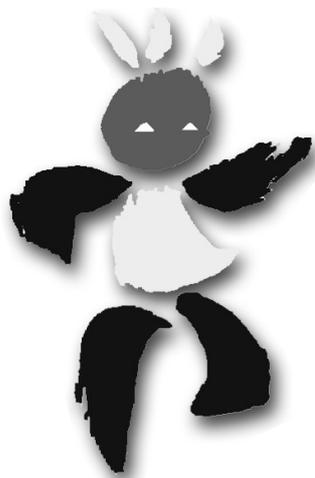
# Rythmes scolaires

## Recul pour le ministère et les signataires du protocole sur la suppression du samedi matin.

Le 7 juin dernier s'est ouverte la conférence sur les rythmes scolaires. Le SNUipp avait demandé une remise à plat de l'organisation du temps scolaire après les mesures brutales imposées par Xavier Darcos. Les observations des enseignants des écoles, les conclusions de l'académie de médecine comme l'avis de nombreux spécialistes mettent en avant le décalage entre les rythmes de l'enfant et l'organisation de la journée, de la semaine ou de l'année scolaire.



Pour le SNUipp la réflexion doit être conduite sans tabou et toutes les propositions doivent être étudiées avec l'ensemble de leurs conséquences. Le SNUipp est disponible pour participer à la réflexion de la conférence sur les rythmes. Il considère qu'en aucun cas les décisions prises ne devront faire l'impasse sur les moyens nécessaires tant ceux concernant le temps scolaire (plus de maîtres que de classe, ...) que le temps périscolaire.



## Futurs retraités

**134 départs à la retraite cette année.**

Alors que la bataille sur les retraites occupe tous les esprits, le SNUipp-FSU invite tous les collègues, notamment les retraité-e-s à se syndiquer.

Le SNUipp souhaite à toutes et tous une bonne retraite. Vous allez pouvoir enfin vous consacrer à vos activités favorites... mais certain-e-s auront peut-être du temps à donner pour renforcer la petite équipe qui contribue beaucoup au bon fonctionnement du syndicat et à la solidarité entre collègues. Vous serez les bienvenu-e-s !

AVENA M CHRISTINE , BEHIN COLETTE , BELEY JOELLE , BERTHET ELIANE , BLAIRON CLAUDETTE , BLANCHON ELISABETH , BOFFREDO MARIE , BONJARDINI MARLENE , BONJARDINI MICHEL , BONNET CHANTAL , BONO REGINR , BOYER CLAUDINE , BOYER MICHEL , BRIAND M JEANNE , CABASSE M CHRISTINE , CALVARD NICOLE , CAMBIAGGI MONIQUE , CANGE CHRITIAN , CARLIN JOSIANE , CAUPERT ANNY , CERVETTO JPIERRE , CHAMBELLAN JOCELYNE , CHAUVEAU MARC , CHEF FREDERIQUE , CIOCCA HENRI , CIPRIANI ANTOINE , COZ ALINE , CLUZE ANNE MARIE , COIGNOT France , COSMA MICHELINE , DANCET ANNE , DARMUZEY CHRISTINE , DARRAS EVELYNE , DENIZET FREDERIC , DESMET PATRICK , DESPONT LAURENCE , DOUDON MIREILLE , DUBOIS GERARD , DURY CHANTAL , DUPIED GISELE , DURET MICHELE , EYNAUD DE FAY ISABELLE , FEGEANT MICHELE , FEGEANT CLAUDE , FERAUD MURIEL , FERNANDEZ PATRICIA , FLAYEUX PIERRE , FOLCO M France , FORMAT M CHRISTINE , FORNER JOCELYNE , FRENAY LYSIANE , FOUQUART GISELE , FRITZ PATRICK , FUNEL M THERESE , GAILLARD MICHEL , GANDRILLE PIERRE , GATHIER JANINE , GEORGE BERNADETTE , GERMAIN JEAN PIERRE , GIOVANNANGELI NICOLE , GIRARD YVES , GIRAUD NICOLE , GONDRAN ANNIE , GROSS JACQUES , GUILLOT RENEE , GUIRAUD JEAN , HUBERT CATHERINE , HUCHET RACHEL , JAVELLE GUY , JOLY JOSIANE , KESSLER M CHRISTINE , LANGE DOMINIQUE , LAPORTE CATHERINE , LAUGA YVETTE , LECOURT PIERRE , LEFEVRE MARTINE , LE GALL FRANCOIS , LEDERMANN CHRISTINE , LEFOL FREDERIC , LETERRIER HERVE , LIEVRE FRANCOISE , MANHAVAL MCHRISTINE , MANSARD M HELENE , MARAPITTI MARIE , MARGALEF CATHERINE , MARLIN M CLAUDE , MATTEI M PAULE , MATUSZAK MARTINE , MEDAJ VERONIQUE , MEYERE PIERRE , MINGO COLETTE , MISTRE GERARD , MORAGLIA CHRISTINE , MORIOU M JEANNE , MOUROU NICOLE , MUYARD CHRISTIANE , NONDE J CLAUDE , NORDERA CHRISTINE , OLLIVIER J LUC , ORCIER J PIERRE , PAUPELARD MICHELE , PENNAMEN M LISE , PEREZ GAMET CATHERINE , PEYTAVIN DANIELLE , PIERRE FRANCOISE , POMERO M JOSEE , PONTI JACQUELINE , POTHONIER FRANCOISE , POULOUIN MARGUERITE , PRAT DU JANCOURT J LUC , PROVOST MONIQUE , RAPA CATHERINE , RICCI ANNICK , ROCHET DANIELE , ROCCHIA ANDRE , ROSSELIN SYLVIE , ROY PATRICK , RUBERTI MARIE JOSEE , SENEQUIER HELENE , TAINSE LYDIA , TAINSE MICHEL , TOMA ANDREE , TOUVIER ANDRE , TRONCIN EDWIGE , TURLE MYLENE , VERARD HUGUES , VIDAL CLAUDE , VINSON BERNADETTE , VIVIER M CHRISTINE , ZANNI

## Établissements spécialisés

**Le SNUipp a rencontré le Groupe Technique des Directeurs (d'établissements médicaux du Var).**

Le 19 mars le SNUipp a rencontré le président du Groupe Technique des Directeurs (d'établissements médicaux du Var) \* afin d'échanger les analyses concernant la mise en place des unités d'enseignement à la place des actuelles écoles dans les établissements médicaux. Les deux organisations ont donné une consigne de blocage de l'enquête demandée par l'IA concernant l'état des lieux (le SNUipp en direction des personnels enseignants et le GTD en direction des directeurs des établissements médicaux sollicités aux-aussi).

Cette rencontre a permis de mettre en avant les craintes partagées concernant les futures réductions de moyens dans ces structures et d'établir le contact entre deux organisations qui peuvent avoir des sujets communs de mobilisation.

Le GTD rencontre l'IA dans les jours qui viennent. Le SNUipp a, quant à lui, été reçu en avril sur ce dossier.

\* Pour le GTD : Manuel Dureault, directeur du SEFISS. Pour le SNUipp Emmanuel Trigo, Marlène Bonjardini, Françoise Denis, Aurélie Sanchez.